

3^e trimestre 2014 CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE

Réjean Robitaille, président et chef de la direction Michel C. Lauzon, chef de la direction financière

28 août 2014 à 14 h 1 800 524-8850



ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs incluent, sans s'y limiter, des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Les énoncés prospectifs formulés dans ce document sont destinés à aider les porteurs de titres de la Banque et les analystes financiers à mieux comprendre la situation financière de la Banque et les résultats de ses activités à la date indiquée et pour les périodes closes à cette date, et pourraient ne pas être adéquats à d'autres fins. Les énoncés prospectifs sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prospectifs reposent sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prospectifs ne se matérialisent pas ou soient inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut garantir que ces attentes s'avéreront exactes.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs pour prendre des décisions, étant donné qu'en raison de divers facteurs significatifs, les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés des capitaux, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et la conjoncture économique en général, l'évolution des lois et de la réglementation, la concurrence, les notes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. Enfin, la Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter le rapport annuel de la Banque, à la rubrique « Profil de risque et cadre de gestion des risques », et les autres documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site www.sedar.com.

En ce qui a trait aux avantages attendus de l'acquisition de la Compagnie de Fiducie AGF¹ (Fiducie AGF) et aux déclarations de la Banque à l'égard de l'augmentation du résultat par suite de cette transaction, ces facteurs comprennent également, sans s'y limiter, la possibilité que les synergies ne se concrétisent pas dans les délais prévus; le risque de ne pouvoir intégrer rapidement et efficacement les activités; le risque lié à la réputation et à la réaction des clients de B2B Banque ou de ceux de la Fiducie AGF relativement à la transaction; et le fait que la direction doive consacrer beaucoup de temps aux questions relatives à l'acquisition.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par elle ou en son nom, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige.

ADOPTION DE LA NORME IFRS MODIFIÉE RELATIVE AUX AVANTAGES DU PERSONNEL

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2013, la Banque a adopté les modifications à la Norme internationale d'information financière (IFRS) relative aux avantages du personnel, qui exige le retraitement de l'information comparative et des mesures financières de 2013 de la Banque. Des informations additionnelles sur l'incidence de l'adoption figurent également dans les notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et dans les informations supplémentaires présentées pour le troisième trimestre 2014.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

La Banque utilise à la fois les PCGR et certaines mesures financières non conformes aux PCGR afin d'évaluer sa performance. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier les résultats financiers de la Banque et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de croissance.

¹ La Fiducie AGF a été fusionnée avec B2B Banque en date du 1^{er} septembre 2013.



UN AUTRE BON TRIMESTRE

- Solide croissance des portefeuilles de prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires : hausse de 16 % d'un exercice à l'autre
- Gestion rigoureuse des dépenses : frais autres que d'intérêt ajustés en baisse de 5 % d'un exercice à l'autre et de 1 % d'un trimestre à l'autre
- Solide qualité du crédit : ratio de pertes toujours bas, à 0,15 %
- Levier d'exploitation ajusté positif séquentiel de 2,0 %

En millions de dollars, sauf les données par action et les pourcentages	T3 2014	T3 2013	Variation
COMME PRÉSENTÉ			
Résultat net Résultat dilué par action	40,1 \$ 1,27 \$	27,0 \$ 0,86 \$	49 % 48 %
MESURES AJUSTÉES *			
Résultat net Résultat dilué par action	42,4 \$ 1,35 \$	38,5 \$ 1,27 \$	10 % 6 %

^{*} Compte non tenu des éléments d'ajustement, voir la page 25.



RÉALISATIONS RÉCENTES

	 Intégration des sociétés acquises presque terminée : réalisation des synergies en matière de coûts et diminution de 5 % e/e des frais autres que d'intérêt ajustés
B2B Banque	Synergies en matière de revenu à venir graduellement
	 Ajout de solutions hypothécaires alternatives et de solutions hypothécaires bonifiées à l'offre de B2B Banque
	 Hausse de 16 % des prêts commerciaux et des acceptations bancaires
Particuliers et Entreprises	 Hausse de 9 % des prêts hypothécaires commerciaux, compte non tenu de la vente de 102 millions \$ au deuxième trimestre 2014
	 Hausse de 29 % des revenus tirés de la vente de fonds communs de placement
VMBL	 Mise en valeur de la spécialisation en matière de titres de petites capitalisations, qui a eu une incidence positive sur les revenus du T3 2014
À l'échelle de la Banque	 Accroissement et diversification des activités de la Banque, tout en contrôlant les coûts



SUIVI DES OBJECTIFS 2014

	OBJECTIFS 2014	RÉSULTATS DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ⁽¹⁾	10,5 % à 12,5 %	11,8 %
Résultat net ajusté (annuel) ⁽¹⁾	145,0 M\$ à 165,0 M\$	121,0 M\$
Ratio d'efficacité ajusté ⁽¹⁾	72,5 % à 69,5 %	71,3 %
Levier d'exploitation ajusté ^{(1), (2)}	Positif	2,1 %
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (base « tout compris »)	> 7,0 %	7,7 %

⁽¹⁾ Compte non tenu des éléments d'ajustement, voir la page 25.

⁽²⁾ Aux fins du calcul des données correspondant aux objectifs de 2014, les taux de croissance depuis le début de l'exercice sont calculés d'un exercice à l'autre (c'est-à-dire les taux de la période considérée par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent).



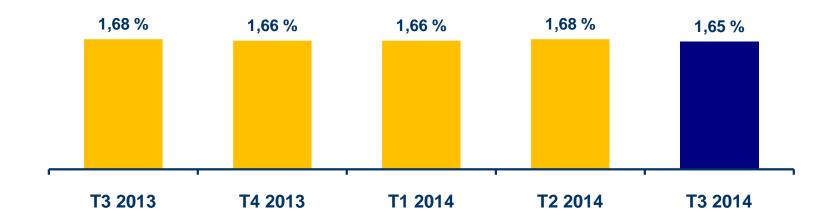
FAITS SAILLANTS TRIMESTRIELS

En millions de dollars, sauf les données par action et les pourcentages	T3 2014	T3 2013	Variation
Revenu net d'intérêt	141,2 \$	144,5 \$	-2 %
Autres revenus	78,4	76,5	2 %
Revenu total	219,6	221,0	-1 %
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et			
réévaluation de la contrepartie éventuelle	1,5	1,1	33 %
Provision pour pertes sur prêts	10,5	9,0	17 %
Frais autres que d'intérêt (FAI)	156,0	176,7	-12 %
Impôts sur le résultat	11,6	7,2	60 %
Résultat net	40,1 \$	27,0 \$	49 %
Dividendes sur actions privilégiées	3,6	2,5	42 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaire	36,5 \$	24,5 \$	49 %
Résultat dilué par action	1,27 \$	0,86 \$	48 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux			
actionnaires ordinaires	11,2 %	8,1 %	310 pb
Ratio d'efficacité	71,0 %	79,9 %	-890 pb
Taux d'imposition effectif	22,4 %	21,1 %	130 pb
MESURES AJUSTÉES *			
Résultat net ajusté	42,4 \$	38,5 \$	10 %
Résultat dilué par action ajusté	1,35 \$	1,27 \$	6 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux	,	,	
actionnaires ordinaires ajusté	11,9 %	12,0 %	-10 pb
FAI, compte non tenu des frais liés aux transactions	,	,	•
et d'intégration	154,4 \$	162,1 \$	-5 %
Ratio d'efficacité ajusté	70,3 %	73,3 %	-300 pb
Levier d'exploitation ajusté	2,0 %	-1,4 %	340 pb

 $^{^{\}ast}$ Compte non tenu des éléments d'ajustement, voir la page 25.



MARGE NETTE D'INTÉRÊT (MNI)



- Baisse de la MNI de 3 pb par rapport au T3 2013, qui s'explique principalement par :
 - 2 pb attribuables aux pénalités sur les remboursements anticipés des prêts hypothécaires résidentiels moins élevées
 - 1 pb reflétant une diminution du volume de prêts personnels à marge élevée
- La compression des marges découlant de la faiblesse des taux d'intérêt est probablement arrivée à son terme.



AUTRES REVENUS

En millions de dollars, sauf les pourcentages	T3 2014	T3 2013	Variation
Frais et commissions sur prêts et dépôts	28,1 \$	27,5 \$	2 %
Revenus tirés des activités de courtage	16,7	14,4	15 %
Revenus tirés des comptes d'investissement	7,8	8,2	-6 %
Revenus tirés des services de cartes	7,9	7,6	4 %
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	3,9	5,8	-33 %
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	7,5	5,8	29 %
Revenus d'assurance, montant net	4,7	4,8	-3 %
Autres revenus	1,8	2,3	-19 %
Total *	78,4 \$	76,5 \$	2 %

^{*} Certains totaux diffèrent en raison de l'arrondissement.

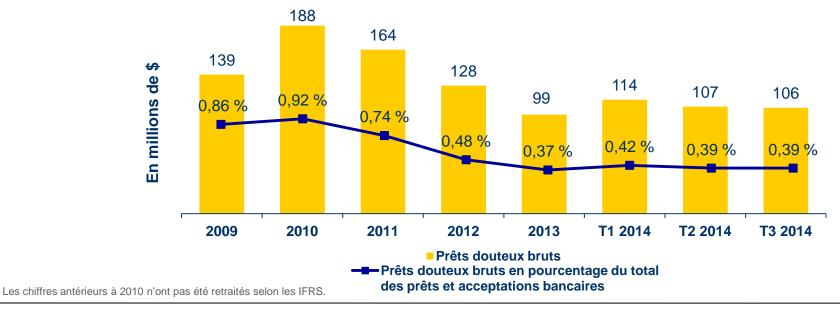


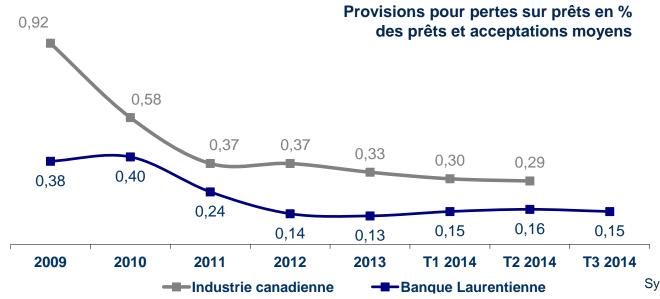
PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS

En milliers de dollars, sauf les pourcentages	T3 2014	T2 2014	T3 2013
Prêts personnels	4 976 \$	8 003 \$	6 135 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	1 606	922	4 645
Prêts hypothécaires commerciaux	3 759	(2 508)	(3 141)
Prêts commerciaux et autres	159	4 083	1 361
TOTAL	10 500 \$	10 500 \$	9 000 \$
En % des prêts et acceptations bancaires moyens	0,15 %	0,16 %	0,13 %



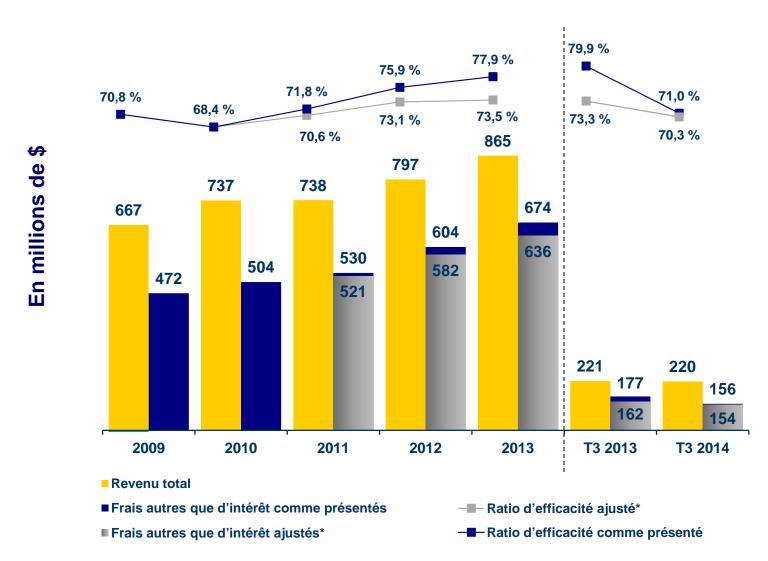
QUALITÉ DU CRÉDIT







RATIO D'EFFICACITÉ



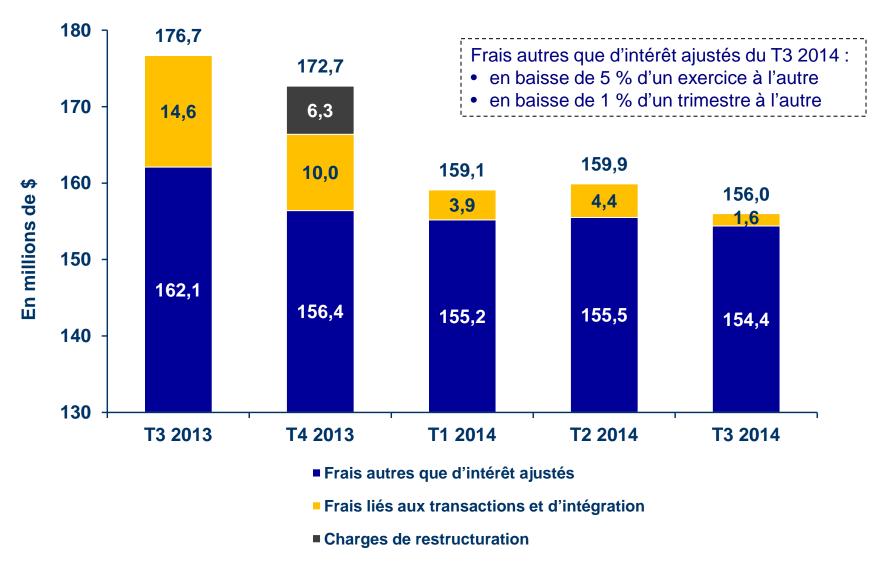
^{*} Compte non tenu des éléments d'ajustement, voir la page 25.

Les chiffres antérieurs à 2011 n'ont pas été retraités selon les IFRS.



FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT

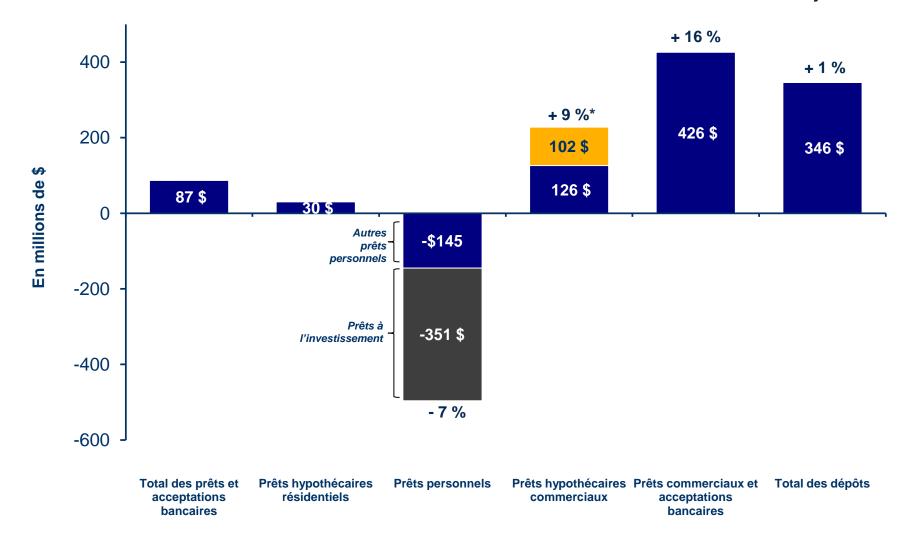
Synergies de coûts réalisées et contrôle rigoureux des dépenses





CROISSANCE DU PORTEFEUILLE PRINCIPAL

Période de 12 mois close le 31 juillet 2014



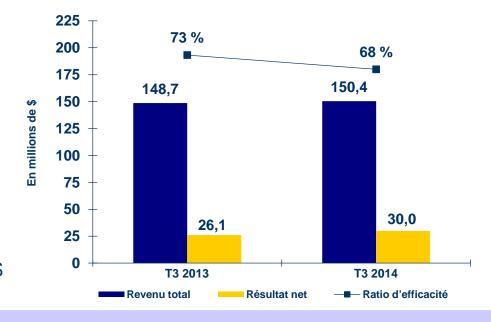
^{*} Comprenant la vente de prêts hypothécaires commerciaux de 102,4 M\$ au cours du deuxième trimestre 2014, la croissance des prêts est de 5 %.



PARTICULIERS ET ENTREPRISES

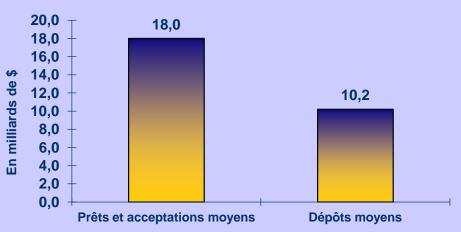
Faits saillants du T3 2014

- Résultat net : hausse de 15 % e/e
- Revenu total : hausse de 1 % e/e
- Revenu net d'intérêt : hausse de 1 % e/e
- Prêts et dépôts moyens : hausse respectivement de 3 % et de 2 % e/e
 - Prêts commerciaux et acceptations bancaires : hausse de 16 %
 - Prêts hypothécaires commerciaux : hausse de 9 %, excluant la vente de prêts
- Frais autres que d'intérêt : baisse de 5 % e/e attribuable à la réduction de l'effectif découlant de l'optimisation des activités de détail au T4 2013
- Provision pour pertes sur prêts : 8,8 M\$ vs 6,5 M\$ au T3 2013



Profil du secteur d'activité

- Gamme d'options de financement, y compris des solutions de crédit-bail, pour les petites entreprises, les entreprises de plus grande taille et les promoteurs immobiliers à l'échelle du Canada
- 35 centres d'affaires immobiliers et commerciaux en C.-B., en Alberta, en Ontario et au Québec
- Produits et services financiers à l'intention des particuliers
- 152 succursales et 420 guichets automatiques

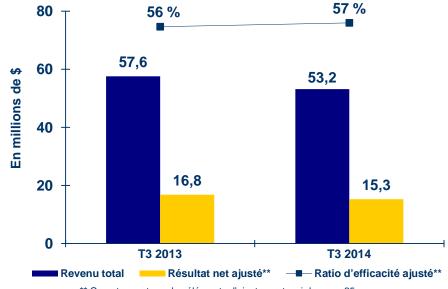






Faits saillants du T3 2014

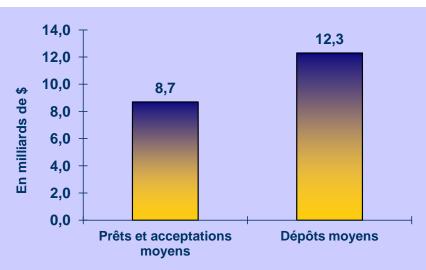
- Résultat net ajusté : baisse de 9 % e/e
- Frais liés aux transactions et d'intégration : 1,6 M\$ vs 14,6 M\$ au T3 2013
- Revenu total : baisse de 8 % e/e
- Prêts moyens : baisse de 6 % e/e attribuable principalement à la réduction des prêts à l'investissement
- Dépôts moyens : baisse de 5 % e/e
- Pertes sur prêts : 1,7 M\$ vs 2,5 M\$ au T3 2013
- Frais autres que d'intérêt*, compte non tenu des frais liés aux transactions et d'intégration : baisse de 5 %



** Compte non tenu des éléments d'ajustement, voir la page 25.

Profil du secteur d'activité

- Produits bancaires aux particuliers, notamment des prêts à l'investissement, des prêts hypothécaires, des comptes à intérêt élevé, des CPG et des comptes et services d'investissement offerts par l'intermédiaire d'un réseau de conseillers financiers et de courtiers à leurs clients
- Chef de file au Canada des services aux conseillers financiers et courtiers



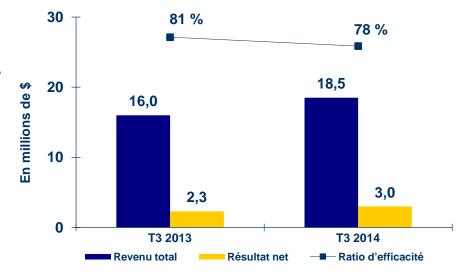
^{*} Au T1 2014, la Banque a ajusté de manière rétroactive sa méthodologie de répartition des frais du siège social. Des frais autres que d'intérêt de 1,0 million \$ par trimestre en 2013 (0,7 million \$ après impôts sur le résultat), auparavant comptabilisés dans le secteur Autres, ont été reclassés dans les résultats du secteur d'activité B2B Banque.



VALEURS MOBILIÈRES BANQUE LAURENTIENNE ET MARCHÉS DES CAPITAUX

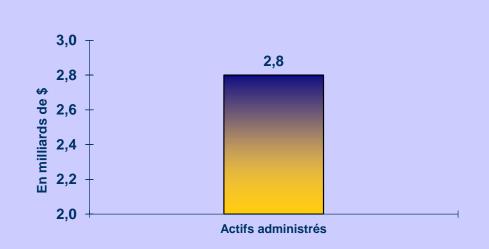
Faits saillants du T3 2014

- Résultat net : hausse de 0,8 M\$ e/e
- Revenu total : hausse de 2,5 M\$ attribuable aux frais de souscription plus élevés sur les titres de sociétés à petite capitalisation
- Frais autres que d'intérêt : hausse de 1,3 M\$ attribuable surtout à l'augmentation de la rémunération liée à la performance, des commissions et des frais de transaction



Profil du secteur d'activité

- Services de courtage de plein exercice aux investisseurs du marché institutionnel et du marché de détail
- Activités de la Banque sur les marchés des capitaux
- Reconnu comme un fournisseur de choix de titres à revenu fixe
- 16 bureaux au Québec, en Ontario et au Manitoba



Symbole: LB, TSX

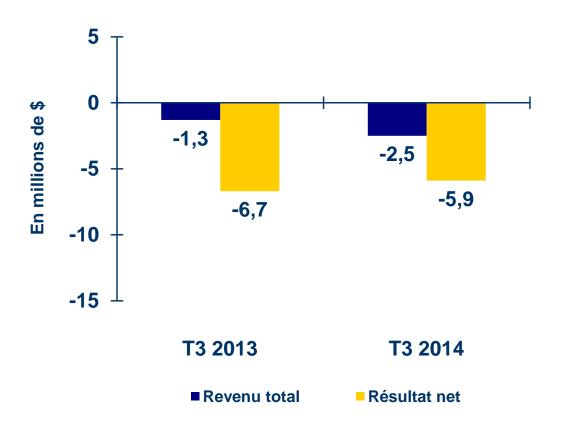
Page 16





Faits saillants du T3 2014

- Revenu total : baisse de 1,2 M\$ par rapport au T3 2013
- Frais autres que d'intérêt* : baisse de 1,5 M\$

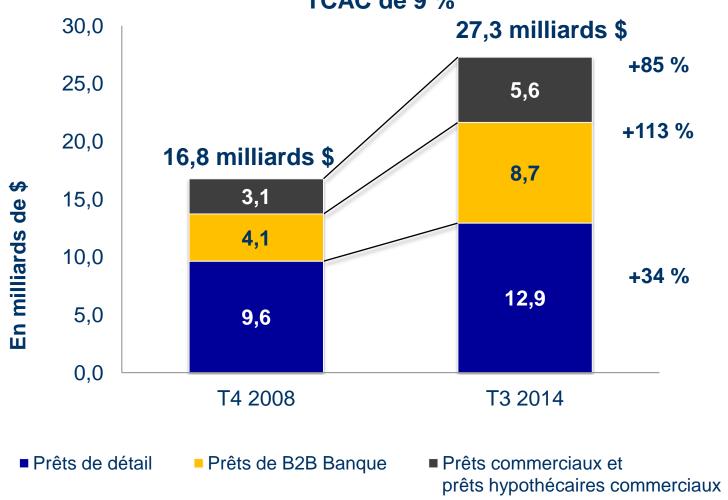


^{*} Au T1 2014, la Banque a ajusté de manière rétroactive sa méthodologie de répartition des frais du siège social. Des frais autres que d'intérêt de 1,0 million \$ par trimestre en 2013 (0,7 million \$ après impôts sur le résultat), auparavant comptabilisés dans le secteur Autres, ont été reclassés dans les résultats du secteur d'activité B2B Banque.



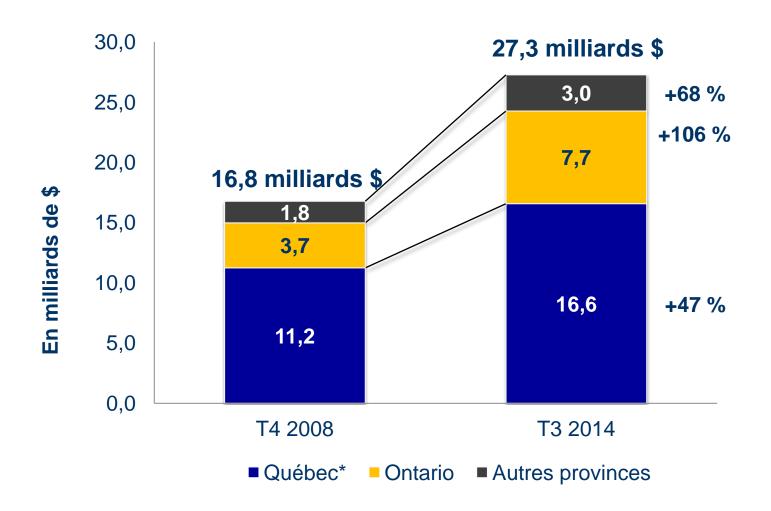
MODÈLE D'AFFAIRES DIVERSIFIÉ

Diversification du portefeuille de prêts TCAC de 9 %





DIVERSIFICATION GÉOGRAPHIQUE

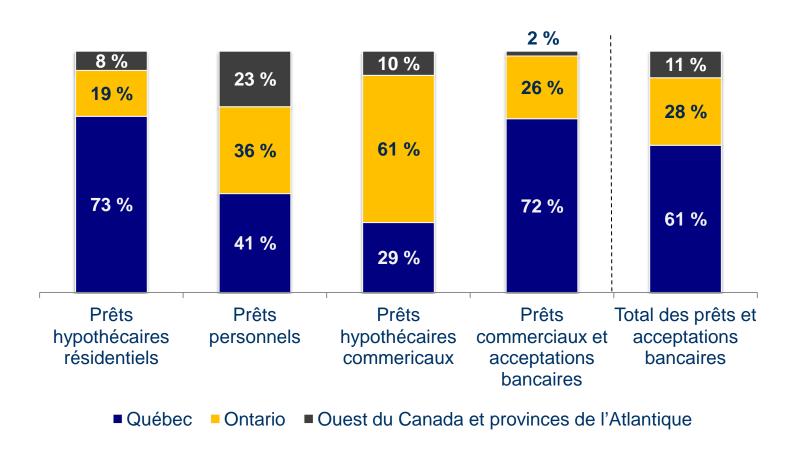




PORTEFEUILLE PANCANADIEN

Au 31 juillet 2014

Répartition géographique des prêts



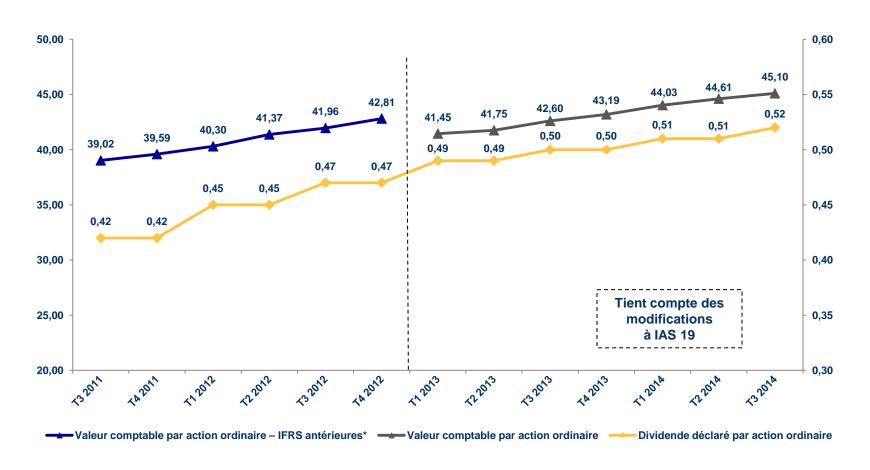
50 % de notre rentabilité est générée à partir de provinces autres que le Québec



SOLIDE COIRSSANCE DE LA VALEUR COMPTABLE ET DES DIVIDENDES

Croissance des dividendes et de la valeur comptable (\$)

Augmentation du dividende de 44 % depuis le T4 2010





PARTICIPANTS À LA CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE DU T3 2014

- Réjean Robitaille, président et chef de la direction
- Michel C. Lauzon, vice-président exécutif et chef de la direction financière
- François Desjardins, vice-président exécutif de la Banque et président et chef de la direction de B2B Banque
- Pierre Minville, vice-président exécutif et chef de la gestion des risques
- Lorraine Pilon, vice-présidente exécutive, Affaires corporatives, Ressources humaines et Secrétaire
- Michel C. Trudeau, vice-président exécutif, Marché des capitaux de la Banque et président et chef de la direction de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.
- Stéphane Therrien, vice-président exécutif, Services aux entreprises
- Gilles Godbout, vice-président exécutif, Services aux particuliers et chef de la direction informatique
- Louis Marquis, premier vice-président, Crédit
- Stéfanie Pelletier, vice-présidente, Finances
- André Lopresti, vice-président et chef comptable
- Gladys Caron, vice-présidente, Affaires publiques, communications et relations avec les investisseurs
- Susan Cohen, directrice, Relations avec les investisseurs



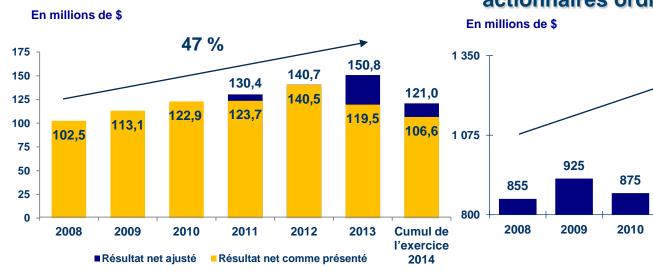
ANNEXES

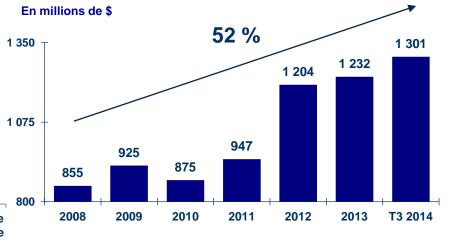


CROISSANCE SOUTENUE DU RÉSULTAT ET DU BILAN

Résultat net (1) (2)

Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2) (3)

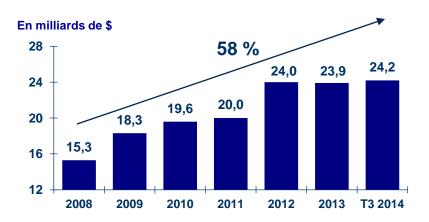




Prêts et acceptations bancaires (3)



Dépôts (3)



⁽¹⁾ Les chiffres antérieurs à 2011 n'ont pas été retraités selon les IFRS.

⁽²⁾ Les chiffres comparatifs pour 2013 tiennent compte de l'adoption de la norme IFRS modifiée relative aux avantages du personnel. Les chiffres comparatifs antérieurs n'ont pas été retraités.

⁽³⁾ Les chiffres antérieurs à 2010 n'ont pas été retraités selon les IFRS.



ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT

n millions de dollars, sauf les données par action*	T3 2014	T2 2014	T3 2013
ncidence sur le résultat net			
Résultat net comme présenté	40,1 \$	31,0 \$	27,0 \$
Éléments d'ajustement, nets des impôts sur le résultat			
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle			
Amortissement de la prime nette sur les instruments			
financiers acquis	1,1	1,0	0,8
Réévaluation de la contrepartie éventuelle		4,1	
Frais liés aux regroupements d'entreprises			
Sociétés MRS			4,0
Fiducie AGF	1,1	3,3	6,7
	2,3	8,4	11,6
Résultat net ajusté	42,4 \$	39,4 \$	38,5 \$
ncidence sur le résultat dilué par action			
Résultat dilué par action comme présenté	1,27 \$	0,99 \$	0,86 \$
Éléments d'ajustement	0,08	0,29	0,41
Résultat dilué par action ajusté	1,35 \$	1,29 \$	1,27 \$

^{*} Certains totaux diffèrent en raison de l'arrondissement.



VUE D'ENSEMBLE DE LA BANQUE LAURENTIENNE

- Institution bancaire pancanadienne qui a plus de
 34 milliards \$ d'actifs au bilan au 31 juillet 2014 et plus de
 41 milliards \$ d'actifs administrés
- Plus de 225 points de service au Canada, incluant
 152 succursales de services aux particuliers et 420 guichets automatiques
- Principaux marchés: province de Québec et activités importantes ailleurs au Canada (39 % du total des prêts sont octroyés à l'extérieur du Québec)
- 3 740 employés
- Fondée en 1846



% du revenu total(1)

% du résultat net (1), (2)

TROIS SECTEURS D'ACTIVITÉ

Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2014

Particuliers et Entreprises

68 %

62 %

- Gamme complète d'options de financement, y compris des solutions de crédit-bail, pour les petites entreprises, les entreprises de plus grande taille et les promoteurs immobiliers à l'échelle du Canada
- Produits et services financiers à l'intention des particuliers
- 152 succursales de services aux particuliers du Québec
- 35 centres d'affaires immobiliers et commerciaux en C.-B., en Alberta, en Ontario et au Québec

B2B Banque

24 %

32 %

 Produits bancaires aux particuliers, notamment des prêts à l'investissement, des prêts hypothécaires, des comptes à intérêt élevé, des CPG et des comptes et services d'investissement offerts par l'intermédiaire d'un réseau de conseillers financiers et de courtiers à leurs clients

Valeurs mobilières BL et Marchés des capitaux

8 %

6 %

- Services de courtage de plein exercice aux investisseurs du marché institutionnel et du marché de détail
- Activités de la Banque sur les marchés des capitaux
- 16 bureaux au Québec, en Ontario et au Manitoba

Solde au 31 juillet 2014

- 11,4 G\$ de prêts hypothécaires résidentiels et de marges de crédit hypothécaire
- 2,6 G\$ de prêts hypothécaires commerciaux
- 0,4 G\$ de marges de crédit personnelles
- 3,1 G\$ de prêts commerciaux
- Total des dépôts : 10,3 G\$
- Actifs administrés : 7,2 G\$

- 4,3 G\$ de prêts à l'investissement et de prêts REER
- 4,4 G\$ de prêts hypothécaires de courtiers et de marges de crédit hypothécaire
- Total des dépôts : 12,1 G\$
- Actifs administrés : 31,8 G\$

Actifs administrés : 2,8 G\$

(1) Compte non tenu du secteur Autres.

(2) Compte non tenu des éléments d'ajustement, voir la page 25.



COMITÉ DE DIRECTION

Réjean Robitaille, FCPA, FCA

Président et chef de la direction

Président de la Banque Laurentienne depuis 2006

Avec la Banque Laurentienne depuis 1988

Michel C. Lauzon

Vice-président exécutif et chef de la direction financière

Avec la Banque Laurentienne depuis 2009 et de 1988 à 1998

François Desjardins

Vice-président exécutif de la Banque Président et chef de la direction de B2B Banque

Avec la Banque Laurentienne depuis 1991

Gilles Godbout

Vice-président exécutif, Services aux particuliers et chef de la direction informatique

Avec la Banque Laurentienne depuis mai 2012 et de 1987 à 1999

Pierre Minville, CFA

Vice-président exécutif et chef de la gestion des risques

Avec la Banque Laurentienne depuis 2000

Lorraine Pilon

Vice-présidente exécutive Affaires corporatives, Ressources humaines et Secrétaire

Avec la Banque Laurentienne depuis 1990

Stéphane Therrien

Vice-président exécutif, Services aux entreprises Avec la Banque Laurentienne depuis 2012

Michel C. Trudeau

Vice-président exécutif, Marché des capitaux de la Banque et président et chef de la direction de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.

Avec la Banque Laurentienne depuis 1999



MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Isabelle Courville, ing., BCL (2007)

Présidente du conseil Banque Laurentienne du Canada Administratrice de sociétés

Lise Bastarache (2006)

Économiste et administratrice de sociétés

Jean Bazin, C.R. (2002)

Conseiller
Dentons Canada s.E.N.C.R.L.

Richard Bélanger, FCPA, FCA (2003)

Président Groupe Toryvel inc.

Michael T. Boychuk, FCPA, FCA (2013)

Président Bimcor Inc.

Pierre Genest (2006)

Président du conseil SSQ, Société d'assurance-vie inc.

Michel Labonté (2009)

Administrateur de sociétés

A. Michel Lavigne, FCPA, FCA (2013)

Administrateur de sociétés

Jacqueline C. Orange (2008)

Administratrice de sociétés

Marie-France Poulin (2009)

Vice-présidente Groupe Camanda

Réjean Robitaille, FCPA, FCA (2006)

Président et chef de la direction Banque Laurentienne du Canada

Michelle R. Savoy (2012)

Administratrice de sociétés

Jonathan I. Wener, C.M. (1998)

Président du conseil Gestion Canderel inc.



PERSONNES-RESSOURCES – RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Gladys Caron – Vice-présidente, Affaires publiques, communications et relations avec les investisseurs 514-284-4500, poste 7511

Susan Cohen – Directrice, Relations avec les investisseurs 514-284-4500, poste 4926

Symbole: LB, TSX

Page 30